



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R C)
PHASE CANDIDATURES**

Maître de l'ouvrage

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Conducteur d'opération

SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE SUD-OUEST – SD INVESTISSEMENT

Objet de la consultation

**COSI : 452 272
Projet n° 25 066
DAF 2025 001458**

**MARTIGNAS SUR JALLE (33) – Camp de Souge– 13^e RDP
Réhabilitation d'un bâtiment de stockage et maintenance de parachutes**

**Marché de maîtrise d'œuvre privée
Phase candidature**

Remise des candidatures

Date et heure limite de réception : 23 janvier 2026 à 16 H 00

SOMMAIRE

ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC.....	3
1.1 MAITRE DE L'OUVRAGE	3
1.2 REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 2. OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION	3
2.1. DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION	3
2.2. DESCRIPTION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE	4
2.3. DUREE DU MARCHE.....	6
ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE.....	6
ARTICLE 4. PROCEDURE	6
4.1. TYPE DE PROCEDURE	6
4.2. FORME JURIDIQUE DU SOUSMISSIONNAIRE	7
ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES.....	8
5.1. GENERALITES	8
5.2. MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	8
5.3. QUESTIONS DES ENTREPRISES SUR LA PLACE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	8
5.4. VISITE DU SITE.....	8
5.5. CONTENU DES PLIS	8
5.6. MODALITE D'ENVOI OU DE DEPOT DES CANDIDATURES	9
5.7. CONVENTION DE NOMMAGE	9
ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES	9
6.1. NOMBRE DE CANDIDATURES ADMISES.....	9
6.2. JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES.....	11
7.1. CRITERES DE SELECTION PHASE OFFRE	11
7.2. INFORMATION SUR LA DEMARCHE D'HOMOLOGATION DES SYSTEMES INDUSTRIELS D'INFRASTRUCTURES	11
7.3. INFORMATION SUR LES CONTROLES PRIMAIRES DES PERSONNES PHYSIQUES	12
7.4. DOCUMENTS EN DIFFUSION RESTREINTE (DR)	13
ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS	13

Liste des annexes au règlement de consultation :

- annexe 1 : tableau de présentation du groupement et cadre de présentation des références
- annexe 2 : synthèse du programme
- annexe 3 : engagement du candidat relatif aux documents en diffusion restreinte
- annexe 4 : attestation POC Cyber
- annexe 5 : clauses de la dématérialisation

ARTICLE 1. L'ACHETEUR PUBLIC

1.1 Maître de l'ouvrage

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

Adresse postale :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Nansouty
223, rue de Bègles
CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

Adresse géographique :

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9, rue de Cursol
33 000 Bordeaux

1.2 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest habilité par arrêté ministériel du 22 juin 2007 modifié.

ARTICLE 2. OBJET ET CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. Description sommaire de l'opération

2.1.1. Lieu de l'opération

MARTIGNAS SUR JALLE (33 - Camp de Souge - 13^e RDP)

2.1.2. Descriptif sommaire de l'opération

L'opération consiste en la transformation d'un bâtiment pour stockage et maintenance de parachutes, ainsi que des matériels associés.

L'objectif de l'opération est de centraliser l'ensemble des matériels des Troupes AéroPortées du régiment et du Commandement des Forces Spéciales Terrestres dans une structure unique.

Une synthèse du programme de travaux est transmise en annexe 2 du présent document.

2.1.3. Estimation prévisionnelle du montant des travaux

L'enveloppe financière prévisionnelle allouée aux travaux est estimée au stade de la candidature à **1 189 000 € TTC (valeur juillet 2025)**.

Le montant estimé de l'enveloppe financière prévisionnelle est susceptible d'être légèrement modifié en phase offres.

2.1.4. Calendrier de l'opération

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération s'établit comme suit :

- Choix des candidats : **1^e trimestre 2026**
- Consultation des candidats retenus : **2^e trimestre 2026**
- Choix du candidat et notification du marché de maîtrise d'œuvre : **4^{ème} trimestre 2026**

- Objectif de notification du marché de travaux : **4^{ème} trimestre 2028**
- Démarrage du délai d'exécution : **1^e trimestre 2029**
- Durée des travaux : **8 mois de travaux + 3 mois de période de préparation**
- Livraison : **4^{ème} trimestre 2029**

La durée estimée du marché est de **48 mois** (garantie de parfait achèvement incluse).

2.1.5. Présentation des acteurs de l'opération

Les principaux acteurs de l'opération sont les suivants :

Conducteur d'opération	SID SUD-OUEST/ Division investissement
Maîtrise d'œuvre	Présent marché
Contrôleur technique	<p>Société ANCO ATLANTIQUE 61, rue Notre Dame – 33 000 Bordeaux</p> <p>Missions confiées à titre indicatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Missions de base L et S, • Missions complémentaires Th <p>Le contrôleur technique formalisera son avis sur les documents de conception et d'exécution</p>
Coordonnateur SPS	<p>Société DEKRA INDUSTRIAL 85, rue de la Morandière – BP 40 030 – 33 185 Le Haillan</p> <p>Mission de niveau 2 sur les phases « conception » et « réalisation »</p>
Diagnostics et études divers	<p>Diagnostics et études en cours de réalisation par la MOA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostics amiante et plomb <p>Diagnostics à réaliser ultérieurement, en phase conception (AVP/PRO) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Etudes géotechniques <input type="checkbox"/> Diagnostic structure <input type="checkbox"/> Etudes acoustiques

2.2. Description du marché de maîtrise d'œuvre

2.2.1. Objet du marché de maîtrise d'œuvre

La présente consultation concerne un projet de marché passé en procédure avec négociation en application de l'article L 2124-3 du code de la commande publique.

La présente consultation concerne la réhabilitation d'un ouvrage de bâtiment avec les missions suivantes : « DIAG, APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR », sans étude d'exécution, en application du livre IV du code de la commande publique relatif à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre.

Il comprend également les missions complémentaires suivantes :

- OPC
- SSI.

2.2.2. Type de marché

Le marché est un marché de services ; nomenclature CPC : catégorie 12.

2.2.3. Nomenclature communautaire pertinente

Classification CPV : Service d'architecture, service d'ingénierie et service d'inspection : 71000000-8

2.2.4. Descriptif des prestations demandées

Les missions du présent marché de maîtrise d'œuvre comprennent les missions décrites ci-dessous :

☐ Missions

Le présent marché de maîtrise d'œuvre comprend les missions – réhabilitation d'un ouvrage de bâtiment – sans étude d'exécution, avec obligatoirement deux engagements du titulaire du marché :

- Engagement n°1 : respect du coût prévisionnel des travaux,
- Engagement n°2 : respect du coût résultant des marchés de travaux.

En conception :

DIAG	Etudes de diagnostics
	<p>Dans le cadre de cette mission, le MOP se verra confier les prestations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le relevé d'état des lieux et investigations complémentaires (relevés et représentation graphique des ouvrages existants et de tous les réseaux existants, relevé des désordres apparents ; expertise technique et investigations complémentaires à mener non prévus dans le cadre du marché MOP), - les diagnostics spécifiques suivants : aéraulique du bâtiment (air neuf et extraction), structure du bâtiment notamment pour la toiture terrasse, tous réseaux (électricité, EU/EP, adduction d'eau, gaz, etc.), amiante. - la rédaction des clauses techniques des investigations complémentaires précitées ci-avant et validées par le maître d'ouvrage permettant à ce dernier de consulter et d'attribuer ces prestations à des sociétés privées hors marché MOP, - L'analyse technique et l'exploitation des résultats des diagnostics réalisés (réseaux, structures, façades, second œuvre, fluides, électricité, analyse de l'état sanitaire des ouvrages), - la faisabilité de l'opération par rapport au programme de l'opération (synthèse, scénarios, estimation financière, conclusions sur la faisabilité).
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance au Maître d'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux

En travaux :

VISA	Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs.
DET	Direction de l'exécution des contrats de travaux
AOR	L'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux (GPA)

Cette mission comprend l'établissement des dossiers et les consultations nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations de construire ainsi que l'assistance au maître de l'ouvrage au cours de leur instruction.

☐ **Missions complémentaires**

Mission OPC	Le chargé de mission OPC se verra confier les prestations prévues dans l'article R. 2431.17 du code de la commande publique .
Mission SSI	La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie sera composée des prestations prévues dans la norme NF S 61-931.

(*) Les membres du groupement de maîtrise d'œuvre feront l'objet d'une enquête de sécurité pour accéder librement au site militaire et accompagner, si nécessaire, toutes personnes ou sociétés tierces devant intervenir en phase conception sur l'opération pour des diagnostics demandés par le Maître d'œuvre.

La durée d’instruction d’un contrôle primaire de trois mois, ne permet pas d’accréditer les sociétés devant faire des diagnostics complémentaires sous peine de ne plus maîtriser les délais de conception. **Elles seront donc accompagnées par le Maître d’œuvre comme stipulé ci-dessus.**

2.2.5. *Marché fractionné*

Le marché est scindé en sept (7) parties techniques distinctes comme définies ci-dessous :

Partie technique	Missions - éléments de mission	Missions complémentaires
1	DIAG	
2	APS	SSI
3	APD	SSI
4	PRO	SSI, OPC
5	ACT	SSI, OPC
6	VISA + DET	SSI, OPC
7	AOR (dont GPA)	SSI

2.2.6. *Allotissement*

Le présent marché de maîtrise d’œuvre privée n’est pas alloti.

2.2.7. *Variantes*

Sans objet.

2.3. Durée du marché

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel du déroulement de l’opération s’établit comme suit :

- Conception : 1^{er} trimestre 2027 au 4^{ème} trimestre 2028
- Réalisation Travaux : 1^{er} trimestre 2028 au 4^{ème} trimestre 2029 + GPA

ARTICLE 3. CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE

Modalités essentielles de financement et de paiement

- ☐ Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l’Etat ;
- ☐ Prix du marché : la mission du maître d’œuvre donne lieu à une rémunération forfaitaire fixée contractuellement. Son montant tient compte de l’étendue de la mission, de son degré de complexité et du coût prévisionnel des travaux ;
- ☐ Le coût prévisionnel définitif des travaux est arrêté à l’issue de l’élément de mission « APD » ;
- ☐ Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d’ouvrage est le virement ;
- ☐ Règlement des comptes : les prix sont révisables ;
- ☐ Délais de paiement : le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des factures.

ARTICLE 4. PROCEDURE

4.1. Type de procédure

Le présent marché est un marché de service (prestations intellectuelles), passé selon la procédure avec négociation en application des articles L. 2124-3, R. 2124-3, R. 2161-12 à R. 2161-20 du code de la commande publique.

Le présent projet de marché est également soumis au livre IV du code de la commande publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de ne pas procéder à la phase négociation à l'issue de la phase offre et d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

4.2. Forme juridique du soumissionnaire

Le marché sera passé avec un groupement de prestataires qui auront **OBLIGATOIREMENT** les compétences suivantes :

☐ en ingénierie :

- Structure, gros œuvre, second œuvre
- Electricité courants forts et faibles
- Plomberie
- Génie climatique et thermique (CVC)

☐ en architecture (architecte diplômé, pour le permis de construire)

☐ en économie de la construction (qualification OPQIBI rubrique 2202 : Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation) ;

☐ en coordination des systèmes de sécurité incendie (qualification OPQIBI rubrique 1414 ou équivalent) ;

☐ en ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) :

*qualification OPQIBI rubrique 0301 ou équivalence : Planification-Coordination d'exécution courant ;

*qualification OPQIBI rubrique 0331 ou équivalence : Direction de l'exécution des travaux ;

L'OPC devra impérativement être assurée par un cotraitant distinct du BET mandataire en Structure/Gros Œuvre et Second Œuvre.

En cas de groupements, ces derniers ne pourront être modifiés pendant tout le déroulement du marché de maîtrise d'œuvre privé, hormis les cas énoncés à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

La forme imposée après l'attribution sera le groupement conjoint.

Le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Conformément à l'article R. 2142-27 du code de la commande publique, **le mandataire sera un BET STRUCTURE, GROS ŒUVRE ET SECOND ŒUVRE.**

Il est interdit aux candidats présentant les compétences en « STRUCTURE, GROS ŒUVRE ET SECOND ŒUVRE » de présenter pour le marché, plusieurs offres en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.

Les membres présentant les autres compétences peuvent être membres de plusieurs groupements.

ATTENTION, toute candidature ne présentant pas toutes les compétences ci-dessus sera rejetée.

Précision sur la compétence cyber-sécurité :

Le titulaire devra désigner en son sein un point de contact Cyber (POC cyber) pour les besoins de ses prestations ; il sera garant des obligations contractuelles de cyber sécurité de l'entreprise et de ses sous-traitants. **Une attestation de désignation du POC cyber** devra être fournie dans le cadre de la remise de son offre par le titulaire ou, au plus tard, avant la notification du marché. En cas de changement de ce POC en cours d'opération, **une nouvelle attestation devra être fournie.**

Ce POC pourra utilement suivre le MOOC ("massive on line open course" = cours en ligne) gratuit de l'ANSSI afin de disposer du niveau minimal de sensibilisation.

ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES**5.1. Généralités**

Les dossiers des candidatures seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les dossiers en langues étrangères accompagnés d'une traduction en français seront recevables.

Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante " EURO ".

5.2. Modifications de détails au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5.3. Questions des entreprises sur la PLACE et renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires (techniques et autres) qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des offres une demande dématérialisée via la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) sur le site www.marches-publics.gouv.fr

Tous les échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront obligatoirement via la **Plateforme des achats de l'Etat (PLACE)** sur le site www.marches-publics.gouv.fr

5.4. Visite du site

Il n'y a pas de visite de site prévue en phase candidatures.

5.5. Contenu des plis

Eléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME renseigné ou DC1
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
	Un extrait K ou Kbis et les pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ; <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>
	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement
	Présentation de 3 références similaires exécutées au cours des cinq dernières années pour les références A, B, C et D. Ces références seront appuyées par des attestations de bonne exécution.
	Pour cela, le groupement remplira dans son intégralité, le cadre de dossier de candidature établi et fourni par le maître de l'ouvrage : annexe 1 au RC « cadre de présentation des références », comme évoqué à l'article 6.2.1 du présent RC. Ces références et attestations indiquent pour chaque opération : -La nature précise de la mission ; -L'intitulé de l'opération ;

	<ul style="list-style-type: none"> -Le coût global de l'opération avec date de fin de chantier ; -Le montant de la mission exercée avec date de valeur ; -Les coordonnées précises du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre des opérations. <p>Ces prestations devront avoir été réalisées par les intervenants (par l'agence et non par la société nationale).</p> <p>Une note méthodologique sur la qualité de l'équipe projet, comme évoquée à l'article 6.2.3 du présent RC.</p>
--	---

Toute candidature incomplète pourra être rejetée

NB : En application de l'article L.2141-7 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux. La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article L.2141-7 du code de la commande publique précité, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application du 1° de l'article R.2143-3 du code de la commande publique.

5.6. Modalité d'envoi ou de dépôt des candidatures

Voir les clauses de dématérialisation, annexe 5 du RC.

5.7. Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :
N° de projet 25 066 – intitulé du document (DC1 - DC2 - Kbis - annexes - note méthodologique - Qualifications etc...).

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES

6.1. Nombre de candidatures admises

Le représentant du pouvoir adjudicateur procédera à la sélection de **trois (3) candidats** maximum, étant précisé que si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidats était inférieur, le pouvoir adjudicateur pourrait continuer la procédure avec les seuls candidats sélectionnés.

6.2. Jugement des candidatures

Les critères de jugement des candidatures sont énumérés ci-après. Les candidatures recevables seront notées et classées en application des critères ci-dessous.

Les candidatures sélectionnées seront celles qui obtiendront le plus de points. Elles seront évaluées sur un total de 100 points répartis de la façon suivante :

6.2.1. Critère n°1 - Qualité des références présentées par le groupement (sur 60 points)

Critère n° 1	Éléments permettant l'évaluation
<u>Sous-critère n° 1.1</u> Qualité de la référence présentée pour le BET mandataire en structure/Gros Œuvre/Second Œuvre	<u>Une (1) référence « A »</u> permettant de juger de la capacité des candidats à projeter et suivre la présente opération couvrant la mission de base de maîtrise d'œuvre privée pour une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment (le candidat devra avoir été mandataire sur l'opération présentée) de complexité équivalente. <i>Cette référence sera notée sur <u>30 points</u></i>
<u>Sous-critère n° 1.2</u> Qualités de la référence présentée en Génie climatique	<u>Une (1) référence « B »</u> couvrant la mission d'ingénierie CVC (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. <i>Cette référence sera notée sur <u>10 points</u></i>
<u>Sous-critère n° 1.3</u> Qualité de la référence présentée pour l'architecte	<u>Une (1) référence « C »</u> couvrant la mission d'architecture (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de bâtiment de complexité équivalente. <i>Cette référence sera notée sur <u>10 points</u></i>
<u>Sous-critère n° 1.4</u> Qualités de la référence présentée en SSI	<u>Une (1) référence « D »</u> couvrant la mission SSI (conception et suivi d'exécution) d'une opération de construction neuve ou de réhabilitation lourde de complexité équivalente. <i>Cette référence sera notée sur <u>10 points</u></i>

Ces références seront chacune présentées suivant les fiches de présentation détaillées fournies en annexe 1 du présent règlement.

*Les références présentées doivent se rapporter à des opérations livrées.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

*Les références présentées doivent dater de moins de 5 ans pour **toutes les références** à compter de la date de réception des travaux.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

*Les attestations de maître d'ouvrage permettant d'apprécier la qualité de la relation maître d'ouvrage / maître d'œuvre, le respect du calendrier et du coût de l'opération, la maîtrise des procédures administratives.

Dans le cas contraire, la note attribuée à la référence concernée sera dépréciée.

NB : les candidats doivent décrire de manière exhaustive leur rôle et implication dans les prestations objet de la référence.

Enfin, si au cours de l'évaluation des candidatures, il apparaît que la note de la référence A est inférieure à la note de 15 sur 30 et/ou la note de la référence B est inférieure à 5 sur 10, la candidature concernée sera éliminée et les autres éléments de la candidature ne seront donc pas évalués.

NB : les candidats doivent décrire de manière exhaustive leur rôle et implication dans les prestations objet de la référence.

6.2.2. Critère n° 2 – Lettre de motivation (sur 20 points)

Critère n° 2	Éléments permettant l'évaluation
Lettre de motivation	<p>Sur la base du descriptif technique transmis en annexe n° 2 au présent RC, le candidat fournira une lettre de motivation en lien avec l'opération objet de la consultation, <u>présentant sa compréhension des enjeux du projet et des contraintes liées à l'ouvrage et au site.</u> Cette lettre est limitée à trois pages A4 (1 feuille recto/verso+ 1 feuille recto) police times new roman, calibri ou équivalent 12.</p> <p>En cas d'absence de la lettre de motivation dans la candidature, cette dernière sera jugée irrecevable et éliminée.</p> <p><i>Ce critère sera noté sur <u>20 points</u>.</i></p>

6.2.3. Critère n° 3 – Qualité de l'équipe projet, des moyens matériels, techniques et financiers (sur 20 points)

Critère n°3	Éléments permettant l'évaluation
Qualité de l'équipe candidate jugée à partir de la constitution de l'équipe de projet, des moyens matériels, techniques et financiers pour le réaliser	<p>Ce point sera jugé à partir d'une note méthodologique dans laquelle le candidat détaillera la constitution de l'équipe (organigramme de l'équipe projet avec identification de chaque personne, son CV, ses qualifications), la répartition des missions et le rôle de chaque intervenant.</p> <p>Cette note est limitée à 3 pages A4 (1 feuille recto/verso + 1 feuille recto) police times new roman, calibri ou équivalent 12. Les CV et certificats de qualification ou de formation ne sont pas comptés dans cette limite de 3 pages.</p> <p><i>Ce critère sera noté sur <u>20 points</u>.</i></p>

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute candidature incomplète pourra être écartée.

ARTICLE 7. PRECISIONS SUR LA PHASE OFFRES**7.1. Critères de sélection phase offre**

Les critères de sélection des projets en phase offre sont les suivants :

- Evaluation réponse technique – sur 60 points ;
- Evaluation réponse économique – sur 40 points.

Les candidats retenus devront produire un dossier technique sur la base d'une note méthodologique.

7.2. Information sur la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures

Le présent projet, objet du marché, s'inscrit dans une démarche d'homologation pour chaque système industriel d'infrastructure (S2I) mis en place (du type gestions techniques, CVC, contrôle d'accès, vidéo surveillance, détection d'intrusion, traitement de l'eau et de l'incendie,...), ainsi que tous les systèmes informatiques communs inhérents au fonctionnement de la supervision tel que les serveurs, les sauvegardes, la gestion du réseau IP ...

La démarche d'homologation est une démarche qualité appliquée à la sécurité.

Ce dossier est ensuite certifié par une décision délivrée par une autorité d'homologation (autorités responsables des S2I au niveau centrale du MINARM).

Cette décision d'homologation atteste que le système d'information considéré est apte à traiter des informations d'un niveau de classification donné, conformément aux objectifs de sécurité visés, et que les risques de sécurité résiduels sont acceptés et maîtrisés.

La démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures s'inscrit dans la mission de base du maître d'œuvre. Dans le cadre d'un marché de maîtrise d'œuvre privée, le maître d'œuvre devra assurer la prise en compte

et le suivi de cette démarche. L'appel d'offres travaux devra stipuler que le ou les titulaires des lots concernés par la problématique cyber devront organiser les éléments liés à cette démarche et, de ce fait, devront posséder les compétences nécessaires au respect des exigences dites de cyber sécurité.

A ce titre, les actions du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

En phase conception : inclure les exigences techniques imposées par la maîtrise d'ouvrage en termes de certifications des équipements par exemples, et de validation ANSSI pour ce qui est des systèmes et logiciels ainsi que de l'architecture des systèmes proposée.

En phase réalisation :

° Transmettre aux entreprises les modèles de documents fournis par le maître d'ouvrage et relatifs aux équipements installés (fiches produits et fiches de validation types, par exemple) ;

° Collecter et vérifier les informations et les documents complétés auprès des entreprises.

En phase de réception : assister le maître d'ouvrage dans la réalisation des tests de sécurité, lors des opérations préalables à la réception, obtenir un DOE et des cartographies exhaustifs, adaptés et strictement représentatifs des installations et systèmes mis en œuvre.

L'ensemble des informations et documents recueillis par le maître d'œuvre permettront au maître d'ouvrage de réaliser les livrables de la démarche d'homologation.

Toutes les informations relatives à la démarche d'homologation des systèmes industriels d'infrastructures sont consultables sur le site de l'ANSSI (Agence National en Sécurité des Systèmes d'Information).

Le candidat devra notamment prendre connaissance des documents intitulés « la démarche d'homologation en 9 étapes simples », « maîtriser la SSII pour les systèmes industriels » et « exigences de cyber sécurité pour les prestataires d'intégration et de maintenance de systèmes industriels ».

Le maître d'ouvrage pourra recourir à différents moyens pour mettre en œuvre la démarche d'homologation :

- soit il initiera lui-même la démarche d'homologation en interne ;
- soit il aura recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage spécifique.

7.3. Information sur les contrôles primaires des personnes physiques

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de fiche de contrôle primaire de **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches sera fourni dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que **sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée**.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire validées, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours.

7.4. Documents en diffusion restreinte (DR)

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission. Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

La présente consultation dispose de documents en diffusion restreinte, à savoir l'annexe 2 au RC : Synthèse du programme.

Pour l'accès à cette annexe DR, le candidat devra remettre l'annexe 3 au présent RC : engagement du candidat DR. Cette dernière doit être complétée, signée par le candidat et remise via la PLACE dans la rubrique « QUESTION ». L'annexe 2 du RC : Synthèse du programme sera alors transmise chiffrée aux candidats avec le logiciel ZED via un message PLACE.

Les contraintes relatives aux documents en diffusion restreinte en phase exécution seront exposées ultérieurement en phase offre.

Le candidat ne peut en aucun cas se considérer dégagé des dispositions décrites dans le présent article après achèvement de la procédure ou pour quelque motif que ce soit.

Le candidat doit informer les opérateurs économiques auxquels il envisage de recourir dans le cadre d'une cotraitance ou sous-traitance des présentes obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ces opérateurs.

ARTICLE 8. PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet – 33 000 Bordeaux (tél. : 05.56.99.38.00).

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

A Bordeaux, le

10/11/25

St. Fayot
Sous-Directeur informatique

